

Paris, le 15 octobre 1990

DIRECTION D'EUROPE

Sous-Direction
d'Europe Centrale
et Nordique

Rédacteur : Aurélia Bouchez
Poste n° 45.21
N°2813 /EU

Collectif 2815 du 18/10

NOTE

A/s : Réactions internationales à l'unité allemande.

/mots clés : ALLEMAGNE ; UNIFICATION ; POSITIONS INTERNATIONALES//

L'unité allemande se réalisant en application du principe de l'autodétermination, symbolisant la fin de la guerre froide et devant ouvrir de nouvelles perspectives d'unité et de paix en Europe, la plupart des gouvernements et média ont salué à l'unisson cette "naissance" ou ce "réveil d'un géant" (l'expression revient fréquemment). Toutefois le degré d'enthousiasme et les commentaires exprimés varient sensiblement en fonction des attentes ou des craintes suscitées par l'Allemagne nouvelle : le facteur économique apparaît déterminant s'agissant des premières, mais pour certains pays il ne suffit pas tout à fait à apaiser les secondes.

I. Les réactions les plus chaleureuses émanent des pays comptant sur des dividendes politiques et/ou économiques de l'unité allemande

A/ Les Etats-Unis et l'URSS ont en commun d'avoir permis l'unification de l'Allemagne - avec les deux autres puissances titulaires de prérogatives quadripartites - et les dividendes attendus sont à la mesure du soutien inconditionnel et précoce américain, et de la spectaculaire évolution soviétique sur la question du statut politico-militaire de l'Allemagne unie. Y répond déjà la reconnaissance appuyée de la diplomatie allemande.

Tenant à souligner le rôle déterminant américain, M. BUSH a qualifié le 3 octobre de "jour germano-américain" et a reconnu à la RFA le rôle, avec les USA, de "partenaires dans le leadership". L'enthousiasme du gouvernement américain - correspondant à une population en majorité favorable à l'unité allemande, et à une presse qui s'inquiète surtout des modalités d'absorption de l'ex-RDA marquée par la pauvreté et

Ce communisme - est d'autant plus grand que le résultat des négociations d'Ottawa sur les aspects externes de l'unité a consacré la victoire des positions des Etats-Unis, avec l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN.

Les félicitations de M. GORBATCHEV et de M. CHEVARNADZE traduisent les grands espoirs que fonde l'URSS dans la nouvelle Allemagne. L'indispensable soutien financier, économique et technologique allemand à la perestroïka a déjà commencé de se manifester par la conclusion de traités bilatéraux sur le financement du retrait des forces soviétiques et sur la coopération. En outre le partenariat privilégié souhaité avec la RFA doit assurer aux préoccupations soviétiques en matière de sécurité (déjà ménagées par les limitations imposées aux effectifs et armements allemands par le Traité de Moscou et par le prochain accord FCE), un appui en Europe, notamment dans le cadre des 34 - où un certain suivisme allemand des thèses soviétiques est perceptible. Ainsi M. CHEVARNADZE a pu célébrer dans son message l'unité allemande comme une "victoire pour la cause de l'Europe et le processus de la CSCE".

B/ De nombreux Etats saluent d'autant plus volontiers l'unification de l'Allemagne qu'ils éprouvent le besoin de se concilier cette nouvelle "superpuissance économique"

Tel est le cas de la plupart des nouvelles démocraties d'Europe du Centre et de l'Est, malgré la perte que représente la fin des contrats passés avec l'ancienne RDA ; en outre ces pays comportent souvent de fortes minorités d'origine allemande, dont le sort est suivi avec attention par la RFA même si elle souhaite éviter leur éventuelle immigration.

Les très chaleureuses félicitations du Président ILIESCU traduisent le besoin de reconnaissance politique et de soutien économique du régime, - ainsi que l'espoir de voir l'Allemagne se faire l'avocat de la Roumanie auprès de la CEE pour l'attribution d'aides communautaires. Cette attitude est facilitée par la sympathie traditionnelle de la population pour l'Allemagne, celle-ci étant assez éloignée géographiquement pour ne pas être perçue comme une menace. La Hongrie se réjouit sans réserves de l'unité allemande et souligne le rôle dominant mais pacifique de l'Allemagne en Europe centrale et orientale. Traditionnellement proche de l'Allemagne, la Hongrie tient à rappeler sa contribution spécifique à l'unification grâce à la décision d'ouvrir sa frontière le 9 septembre 1990 - après en avoir secrètement averti le Chancelier KOHL. La Hongrie escompte de cette contribution des dividendes en tous domaines et notamment un accroissement de l'aide et de la coopération allemande, déjà considérables. La Bulgarie, également proche de l'Allemagne avant 1944, était devenue une alliée privilégiée de la RDA avec qui elle formait, ces dernières années, en compagnie de la Tchécoslovaquie

le dernier bastion du "socialisme réel" ; l'évolution intérieure aidant, le Président JELEV a salué chaleureusement la "victoire pour la liberté, la démocratie et la paix en Europe" (et) la fin "de la tyrannie idéologique et de l'hostilité entre l'Est et l'Ouest" que représente une unité allemande bien accueillie par la population. La Tchécoslovaquie, pour sa part, a réaffirmé sa "joie" devant l'unification allemande que le Président HAVEL avait soutenue dès sa visite du 2 janvier 1990 en RFA - et en RDA - en affirmant "ne pas craindre" ce processus pacifique et propice à l'unité européenne ; par la suite M. VON WEISZÄCKER avait été le premier chef d'Etat reçu par M. HAVEL à Prague, le 15 mars. De fait, les relations de la Tchécoslovaquie avec les deux Etats allemands revêtaient une importance primordiale pour son économie, la RDA étant son deuxième partenaire commercial au sein du CAEM, et la RFA son premier partenaire hors CAEM avec plus de 9 % du marché. La Tchécoslovaquie, fortement industrialisée, compte sur un développement en conséquence de sa coopération avec l'Allemagne et aussi sur l'effet d'entraînement de la prospérité allemande - tout en souhaitant explicitement diversifier sa coopération, grâce à la Pentagonale mais aussi dans des cadres bilatéraux, pour ne pas être trop tributaire d'une zone d'influence germanique. Malgré un passé douloureux, la population vit l'unification comme un retour à la normale - la véritable Allemagne étant toujours restée celle de l'Ouest - et la RDA ayant participé à l'écrasement du "Printemps de Prague". L'unification allemande est largement perçue comme une étape vers l'unité du continent européen à laquelle la Tchécoslovaquie souhaite contribuer de manière décisive.

C/ Le souci d'ancrer la nouvelle Allemagne dans la communauté européenne, ainsi que dans l'Alliance Atlantique, et de mettre à profit l'unité allemande pour faire progresser l'unité européenne économique mais aussi politique est particulièrement présent dans les réactions italiennes, portugaises, espagnoles, belges, luxembourgeoises, - conformément aux orientations de ces pays en matière communautaire.

Tout en rappelant l'importance de l'évènement pour "le rapprochement des deux Europes", M. MARTENS a souligné son caractère de "catalyseur de l'intégration des Douze". L'Italie, l'Espagne et le Portugal, dont les populations manifestent leur sympathie pour l'unification, soulignent, respectivement, "le poids accru de l'Allemagne souveraine pour le renforcement de la Communauté mais aussi de l'Alliance Atlantique", le rôle décisif qu'aura "la superpuissance économique de l'Europe" pour l'intégration européenne, et le caractère expérimental que revêt l'intégration de l'ex-RDA dans la CEE. La Grèce saisit cette occasion pour rappeler, à côté de vœux très chaleureux, la persistance de la question des dettes de guerre.

Les pays de l'AELE se montrent, quant à eux, plus

intéressés par les perspectives ouvertes par l'unité, d'évolution de la CEE, ainsi que des structures pan-européennes. La Suède et la Norvège, tentées par une adhésion à la CEE, ont été particulièrement chaleureuses. Le Ministère des Affaires étrangères de Norvège a souligné le rôle de l'Allemagne unie pour l'édification d'"une nouvelle structure de coopération européenne" permettant "l'intégration démocratique" des Etats du continent. Le Premier Ministre suédois a rappelé que l'unité marque le "commencement de l'oeuvre de construction d'une nouvelle Europe", et la presse souligne l'inévitable transformation de la CEE, qui résultera à terme du poids de l'Allemagne unie.

D/ Le voeu de préserver, par un hommage appuyé, les bonnes relations commerciales bilatérales éventuellement menacées par le coût de l'unification, et la précaution de ménager un interlocuteur essentiel au sein de la CEE, inspirent les nombreux "clients" de la RFA.

Ainsi de la Turquie qui, craignant en outre pour l'avenir de ses nombreux travailleurs émigrés en RFA, rappelle avec insistance son soutien précoce au processus d'unité et la sympathie traditionnelle des deux peuples. Un certain nombre de pays en voie de développement font également montre d'allégeance envers cette nouvelle puissance dépourvue de passé colonial, redoutant que le coût de la mise à niveau de l'ex-RDA ne freine les investissements jusqu'ici abondants de la RFA. Tel est le cas du Pakistan, de l'Inde, du Népal ou du Nigéria. Certains pays nouvellement industrialisés, comme la Thaïlande et Singapour, tentent de conjurer cette menace avec la perspective d'un accès aux marchés asiatiques facilité par un éventuel désengagement allemand, la Thaïlande allant jusqu'à organiser des actions commerciales conjointes sur le marché vietnamien avec la RFA pour profiter de la situation privilégiée que celle-ci y détient grâce à l'héritage de la RDA. Enfin des pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Chili et la Colombie, tout en partageant les mêmes craintes, misent sur leurs importantes minorités d'origine allemande et sur les nombreuses sociétés allemandes qu'ils abritent, pour conserver leurs fructueuses relations avec ce "modèle allemand" qui exerce une forte attraction et qui est en outre considéré comme un interlocuteur privilégié au sein de la CEE.

E/ Enfin certains pays citent l'unité allemande comme référence sinon comme exemple à suivre pour leur propre politique nationale.

Bien entendu la Corée du Sud a suivi avec un intérêt tout particulier les différentes étapes du processus d'unification, et se réjouit de son heureuse conclusion. En outre, si les liens économiques entre la Corée du Nord et la RDA étaient peu développés, la Corée du Sud est devenue un partenaire important de la CEE. L'Empereur du Japon ainsi que le Premier Ministre, ont salué l'émergence d'une puissance

dominante en Europe avec laquelle ils souhaitent développer des liens privilégiés. Tokyo souligne que l'Allemagne unie, géant économique, devra nécessairement assumer un rôle politique important dans la communauté internationale. Le parallélisme avec la situation de l'autre grand vaincu de la seconde guerre mondiale est implicite, d'autant que la presse rappelle que le Japon continuera de souffrir des conséquences de la guerre tant qu'un traité de paix avec l'URSS réglant le sort des territoires du Nord n'aura pas été conclu ; évoquant les éventuels risques de la prééminence allemande sur le continent, quelques journaux mentionnent - pour mémoire - le "cauchemar de Rapallo"... Par ailleurs le Japon s'attend à un relatif désengagement de la RFA de l'aide au développement en raison du coût de l'unité, et se prépare à prendre la relève...

Dans un tout autre registre, certains Etats utilisent l'exemple de l'unification allemande à des fins de propagande pour un nationalisme expansionniste ; si le cas du Nigéria qui aspire au "leadership" dans cette région d'Afrique paraît avoir un impact limité, tel n'est pas le cas de l'Irak, dont le Président a assorti ses félicitations d'une comparaison avec "notre peuple arabe, qui souffre comme vous aviez souffert du drame de la division et du déchirement imposé par les forces impérialistes aveugles". Le colonel KADHAFI pour sa part rappelle son soutien à l'unité allemande dès 1978 - à Berlin (Est) - et son vœu d'une Allemagne neutre (restant en cela fidèle à ses anciennes amitiés est-allemandes) ; il considère surtout que l'unité allemande est "un exemple et un stimulant pour la nation arabe et toutes les nations déchirées, en particulier pour les Palestiniens qui ont perdu l'unité de leur terre et cette terre elle-même".

II. D'autres pays assortissent leurs messages de félicitations de réserves, explicites ou non, pour des motifs essentiellement historiques, géopolitiques ou idéologiques, qui contrastent avec le dynamisme de leurs relations commerciales avec la RFA

A/ Les préoccupations historiques ou géopolitiques apparaissent évidentes pour des pays comme Israël et la Pologne, mais aussi, à un moindre degré, pour des voisins de l'Allemagne comme l'Autriche et la Yougoslavie ; quant à certains pays européens, comme les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, leur légère réserve semble surtout procéder de considérations traditionnelles d'équilibre continental, voire communautaire.

1. Le message de M. SHAMIR a résumé l'ambiguïté fondamentale des rapports germano-israéliens, rappelant son espoir que "les événements passés ne se reproduiront jamais dans une Allemagne unie" tout en souhaitant que "l'Allemagne et Israël développent leurs relations". Plusieurs dirigeants - et la communauté juive en Allemagne - ainsi qu'une presse,

très réservée, ont déploré l'absence de référence à l'Holocauste dans le Traité d'unification, et la fourniture par l'industrie allemande d'armes chimiques à des pays arabes a été fréquemment rappelée dans le contexte de la crise du Golfe. L'Allemagne unie doit en outre assumer le passif des relations israélo-est-allemandes, partiellement levé avec la reconnaissance récente par le Parlement de RDA de la responsabilité de cette partie de l'Allemagne dans le génocide. Ainsi la nouvelle Allemagne semble pouvoir reprendre à son actif les bonnes relations politiques bilatérales instaurées par le Chancelier ADENAUER, qui sont, en tout état de cause, fructueuses en matière commerciale, culturelle et scientifique ; le rôle de l'Allemagne dans la CEE n'y est pas étranger, puisque Bonn s'est toujours fait l'avocat d'Israël dans cette enceinte.

Répondant au souci manifesté par la Pologne dès le début du processus d'unification, le Traité de Moscou dispose que "l'Allemagne unie et la République de Pologne confirmeront la frontière existante entre elles par un Traité ayant force obligatoire en vertu du droit international". Les messages de félicitations du Président JARUZELSKI et de M. MAZOWIECKI rappellent cette exigence fondamentale ainsi que la nécessité d'un second traité de "bon voisinage et de coopération amicale" - censé apporter à la Pologne l'assistance économique dont elle a besoin et créant une véritable "communauté d'intérêts germano-polonaise". Le Chancelier KOHL privilégie lui aussi l'instauration d'une telle communauté d'intérêts et vient de réitérer son vœu de "négocier aussi vite que possible un traité global" avec M. MAZOWIECKI, qu'il devrait recevoir fin octobre début novembre. Mais il tient à rappeler qu'"en Pologne, on s'est longtemps concentré sur le point de fixer la frontière de manière contractuelle. L'attitude allemande à ce sujet est claire et sans équivoque. Le thème de la relation germano-polonaise doit être traité au sens large, c'est à dire dans une perspective de coopération régionale". La population adhère à ce climat dépassionné mais ambigu, restant partagée entre d'une part la crainte d'une résurgence d'un irrédentisme des polonais de souche allemande de Silésie, confrontée de surcroît au pouvoir d'achat nouveau des populations allemandes frontalières désormais dotées du D-Mark ; et d'autre part le souci d'établir un partenariat commercial fructueux avec ce voisin, dont la puissance n'est pas sans exercer une certaine fascination.

2. L'attitude plus circonspecte de l'Autriche et de la Yougoslavie semble moins tenir aux souvenirs de la guerre qu'à la crainte d'être absorbées dans une zone d'influence germanique à laquelle ces deux pays tentent déjà de faire pièce avec leur appartenance à la "Pentagonale".

La proximité d'une Allemagne unie ravive le problème

d'identité latent de l'Autriche, dominée économiquement par ce puissant voisin qui est son premier partenaire commercial à hauteur de 40 % des échanges, et ne disposant plus, en raison de la démocratisation de l'Europe Centrale et orientale, de la situation spécifique de "pont" entre l'Est et l'Ouest conférée par sa neutralité - laquelle se retrouve remise en question avec d'autant plus d'acuité. Aussi les félicitations du Chancelier VRANITZKY ont-elles surtout consisté en une réaffirmation de l'identité, de la souveraineté et de la prospérité de l'Autriche qui n'a pas de raison de "craindre l'Allemagne ou de se vendre à elle". La Yougoslavie, moins concernée par l'influence allemande mais soucieuse d'échapper le cas échéant à celle-ci, a privilégié dans ses félicitations "la disparition des divisions idéologiques" sur le continent tandis que la presse soulignait "le réveil d'un géant".

3. La satisfaction mesurée affichée par des pays comme la Grande-Bretagne et les Pays-Bas pourrait surprendre, compte tenu de leur appartenance à l'Alliance Atlantique et du clair engagement de celle-ci depuis sa création en faveur de l'unité allemande. Elles s'expliquent largement par leur souci d'équilibre des puissances européennes, notamment dans le cadre de la CEE.

Les réactions - non officielles - des Pays-Bas apparaissent marquées par le poids de l'histoire. M. LUBBERS précise ainsi que "l'unification allemande est la bienvenue, mais (que) l'appréhension est compréhensible" et qu'il aurait souhaité que cette unification intervienne dans le cadre d'une Europe plus unie. Les réactions de la population et des médias sont également partagées, mais les appréciations favorables dominent, justifiées par l'appartenance de l'Allemagne à la Communauté et à l'Alliance Atlantique.

Les dirigeants britanniques se partagent les réactions : le Premier Ministre exhorte les pays européens, lors de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, à veiller à ce que l'Allemagne unie ne domine pas la CEE (sans pour autant exprimer à nouveau ses réticences face à l'accélération du processus d'unification) ; tandis que M. HURD souhaite chaleureusement la bienvenue à "l'Allemagne nouvelle, véritable partenaire et amie". La traditionnelle politique d'équilibre continental est ici tempérée par la satisfaction atlantique et par la nécessité de bonnes relations à Douze - dont M. HURD tient à rappeler la contribution à l'unité allemande.

B/ Bien évidemment les clivages idéologiques distinguant les anciens alliés de la RDA adeptes comme elle du "socialisme réel" demeurent vivaces : mais l'embarras de ces pays face à l'unification est manifeste, les bénéfices de la coopération avec la RDA ayant fortement diminué dès le début de l'année 1990, et le réalisme incitant à ménager le puissant - et désormais unique - partenaire commercial allemand.

Si le Parti communiste vietnamien analyse l'unité allemande comme une "annexion capitaliste" pouvant comporter "des dangers d'une nouvelle guerre causée par une Allemagne réunifiée" trop puissante, en revanche les autorités d'Hanoï tiennent à sauvegarder autant qu'il est possible les acquis de leur étroite coopération avec la RDA, second pourvoyeur d'aide après l'URSS. Dès le printemps 1990, des visites ministérielles au Vietnam et en RFA leurs ont permis d'obtenir l'assurance que l'Allemagne unie honorerait tous les accords de coopération passés par la RDA avec Hanoï - à l'exception de ceux relatifs à la défense, la sécurité, la politique et l'idéologie... ; toutefois le sort des 70.000 travailleurs vietnamiens immigrés en RDA n'a pu être réglé. Par ailleurs, Hanoï est conscient du poids encore accru de l'Allemagne dans la CEE, avec laquelle il souhaiterait développer des relations.

Malgré les messages de félicitations du Président et du Premier Ministre, les réactions chinoises n'ont pu qu'être très réservées dans la mesure où l'unité procède du mouvement de libération de l'Europe de l'Est jugé inquiétant à Pékin (l'unification stricto sensu éveillant peu d'inquiétude, la Chine s'étant au contraire prononcée en sa faveur cet été en établissant un parallèle avec la situation de Taï-Wan). En outre, la RFA vient de refuser le réexamen du gel des crédits-exports, institué en représaille de la répression de 1989 - alors officiellement approuvée par la RDA. Cependant le contenu de la coopération et des relations commerciales avec la RDA était faible, tandis que la RFA est déjà le premier partenaire commercial européen de la Chine et ne se montre pas trop tentée d'envisager une réduction de sa coopération.

Enfin Cuba ne semble guère pouvoir envisager d'attitude pragmatique envers la RFA, l'unification étant censée générer une dépendance accrue de Bonn vis-à-vis de Washington. La situation de La Havane apparaît donc très inconfortable, ses mauvaises relations avec la RFA compromettant non seulement la reprise des nombreux contrats passés avec la RDA (2ème partenaire commercial et de coopération) mais aussi le développement de ses relations avec la CEE. La RFA, qui est cependant le 2ème partenaire commercial de Cuba dans le cadre de l'OCDE, semble décidée à ne pas reprendre les obligations est-allemandes venant à expiration en 1990, s'agissant pour Bonn d'un régime comparable à celui de M. HONECKER.

Il demeure que les clivages idéologiques face à l'unification allemande s'effacent d'autant plus aisément que l'apport est-allemand apparaît modeste (et singulièrement diminué depuis un an), comparé aux promesses ou aux potentialités économiques de l'Allemagne unie ; et que de mauvaises relations avec l'Allemagne unie comportent un risque non négligeable d'isolement diplomatique vis-à-vis de l'Occident mais aussi de l'Europe à 34. La tendance dominante

est donc de se concilier l'ancien adversaire idéologique devenu une grande puissance économique et politique.

*
* *

L'ampleur des réactions internationales à l'unification allemande, l'impact de celle-ci sur les politiques nationales, la reconnaissance unanime du poids économique et désormais politique de l'Allemagne unie-, représentent autant d'obligations et de responsabilités pour Bonn, qui voit son rôle politique international de facto consacré et qui ne pourra plus se soustraire à la définition d'une véritable politique non seulement européenne mais mondiale./.